

IAA
Service Protection Environnement Nature - IAA
15 Avenue de Cucillé CS 90000
35919 Rennes

Rennes, le 04/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS OLGA

2 RUE JULIEN NEVEU
BP 21
35530 Noyal-Sur-Vilaine

Références : -
Code AIOT : 0005519271

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement SAS OLGA implanté 18 RUE DE LA RIVIERE 35530 Noyal-sur-Vilaine. L'inspection a été annoncée le 24/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est diligentée dans le cadre du signalement par l'exploitant le 24 mars 2026 d'un incident survenu en zone de réception du lait le 23 mars 2026, ayant entraîné un rejet de lait cru dans le milieu récepteur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS OLGA

- 18 RUE DE LA RIVIERE 35530 Noyal-sur-Vilaine
- Code AIOT : 0005519271
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAS OLGA sise au lieu-dit La Rivière à Noyal-sur-Vilaine exploite un atelier de fabrication de produits laitiers à partir de lait de vache ou de chèvre.

Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral n°42202-2 du 18 août 2023 modifié pour une production de 215 tonnes de produits finis par jour à la rubrique 3642 de la nomenclature des ICPE. Elle dispose sur son site d'une station d'épuration collective pour le traitement des effluents aqueux.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des pollutions accidentelles au dépotage / rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et II	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Contrôle de l'étanchéité des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-III.B	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Déclaration d'incident au sein d'une ICPE	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-69	Sans objet
5	Rétention de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 - II - alinea 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater la limitation des impacts de la fuite accidentelle de lait cru sur le milieu récepteur, suite à l'action des opérateurs du site et au confinement de la majorité du lait dans le bassin tampon en entrée de station d'épuration et dans le bassin sec eaux pluviales. Les équipements de sécurité mis en place par l'exploitant ont permis d'éviter un déversement majeur dans l'environnement.

Il a cependant été constaté que du lait a fui dans le milieu récepteur en raison de l'absence de dispositif de rétention sur le cuvier empêchant tout déversement dans le réseau eaux pluviales, et à cause de la panne électrique au niveau des sondes de pH et de conductivité en aval du bassin de confinement.

L'incident a été déclaré par l'exploitant à l'inspection et sur le site de téléprocédure dédié dans les délais réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions accidentelles au dépotage / rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et II
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles au dépotage
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. [...] Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. [...] Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.[...]
Constats : <u>Contexte de l'inspection / chronologie de l'incident (informations de l'exploitant)</u>

L'incident intervient dans le cadre de la mise en service de la nouvelle installation de réception du lait cru. Dans ce contexte, tous les cas différents de dépotage sont testés avant la réception et mise en service qui devrait avoir lieu le 07/04/2026.

Le lundi 23 mars 2026 vers 15h45 dans la nouvelle zone de réception du lait, un incident s'est produit au cours du dépotage d'un camion citerne chargé de lait de vache cru biologique : la vanne automatique de vidange d'un tank, qui est normalement programmée pour être fermée au dépotage, ne l'était pas, ce qui a entraîné la fuite et l'écoulement sur le cuvier de la totalité du chargement de lait, soit environ 20 m³.

L'incident n'a pas été visualisé immédiatement par les opérateurs car il n'y a pas de visibilité directe entre le tunnel de dépotage où les citernes se branchent et le cuvier où se situent les tanks, mais sa détection et son signalement ont eu lieu vers 16h05.

Lors de la fuite, la majeure partie du volume de lait, estimée à 19 m³ d'après l'exploitant, a été expulsée des conduits à un débit élevé (50 m³ par heure), puis collectée gravitairement dans le réseau des eaux usées via les regards qui se trouvent sous le cuvier. Le lait s'est ensuite dirigé vers le bassin tampon (fosse béton) d'une capacité de 1500 m³ implanté en entrée de la station d'épuration collective. La vanne de sortie de ce bassin tampon, qui est asservie au pH et à la turbidité des effluents aqueux, s'est automatiquement fermée, permettant de confiner le lait cru en mélange avec les eaux usées à traiter.

Le reste du lait, soit un volume estimé à 1000 litres, a formé une flaque au sol qui a été poussée plus loin en raison du fort débit, et qui a fini par s'écouler en bordure du cuvier jusqu'à rejoindre un regard du réseau d'eaux pluviales en contrebas. Le flux s'est alors dirigé vers le "bassin sec" (fosse en géomembrane pour les eaux pluviales et/ou le confinement d'eaux polluées) où il s'est mélangé aux eaux de pluie présentes et aux boues de sédimentation, et où il devait être stoppé en sortie de bassin par la vanne de fermeture asservie au pH et à la conductivité.

Mais selon les dires de l'exploitant, les sondes n'auraient pas fonctionné (problème de câblage électrique), ce qui a laissé échapper une centaine de litres de lait dans le cours d'eau La Giraudière (qui rejoint Le Gosné puis La Vilaine) avant l'intervention d'un opérateur. Celui-ci est intervenu vers 16h10 en fermant manuellement la vanne de sortie du bassin sur le poste prévu à cet effet, et en vérifiant visuellement que la fermeture était effective. Le bouton de fermeture manuelle du bassin sec a été visualisé lors de la visite.

La présence d'écoulements blanchâtres dans le cours d'eau qui rejoint la commune de Brécé, à environ 2 km du point de rejet initial, a été constatée et signalée à l'exploitant par la mairie vers 18h.

Constats lors de la visite d'inspection

L'inspection constate que l'incident est clos et que sa gestion par l'exploitant a permis de limiter fortement l'impact de la pollution sur le milieu extérieur. En effet, la majeure partie du lait perdu a été collectée dans le réseau des eaux usées et dirigée vers le bassin tampon d'entrée de station d'épuration, dont la vanne de sortie, asservie au pH et à la turbidité des effluents, s'est fermée automatiquement.

Quant aux 1000 litres (estimés) de lait cru qui se sont écoulés accidentellement dans le réseau eaux pluviales, ils ont été contenus en grande partie dans le bassin sec.

L'inspection constate cependant que les sondes de pH et de conductivité en sortie de ce bassin sec n'ont pas fonctionné en raison d'un problème électrique qui n'avait pas été identifié, ce qui a permis la fuite de lait cru dans le cours d'eau, au lieu de le confiner en totalité dans le bassin sec par fermeture automatique de la vanne dédiée.

De plus, l'incident a montré que la configuration du sol du cuvier ne permet pas d'empêcher un écoulement de lait (ou tout autre produit) vers le réseau des eaux pluviales. L'exploitant informe l'inspection qu'il envisage de mettre en place un dispositif permettant de retenir les écoulements

accidentels au sol et de les diriger vers le réseau eaux usées.

Enfin, selon les dires de l'exploitant, l'absence de visibilité directe entre le cuvier et le tunnel de dépotage où se branchent les camions citernes a entraîné un délai un peu plus long d'alerte et donc d'intervention des opérateurs, ce qui a pu contribuer à la perte de lait dans le milieu récepteur. L'exploitant précise qu'il réfléchit à la mise en place de caméras pour pouvoir visualiser le cuvier depuis la zone de dépotage, afin d'agir plus vite si nécessaire.

Concernant le volume de lait cru qui s'est retrouvé confiné dans le bassin tampon de la station d'épuration, il s'est mélangé aux effluents aqueux déjà présents qui seront traités au fil de l'eau dans les prochains jours. La surveillance des paramètres de rejets aqueux ne devrait pas être modifiée en raison de l'effet de dilution important.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Prescription contrôlée :

[...] Les eaux [pluviales] collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.

Constats :

Voir constats du point 1 sur le défaut de fonctionnement des sondes de sortie du bassin sec utilisé pour le confinement des eaux potentiellement polluées.

Dans le bassin sec confiné, le mélange de lait cru, d'eaux pluviales et de sédiments souillés par le lait a été pompé le soir de l'incident par un prestataire (volume estimé à 5 m³), puis évacué en tant que déchet conformément à la réglementation. Le bordereau de collecte sera transmis à l'inspection.

Selon les dires de l'exploitant (pas de constat visuel), les écoulements blanchâtres présents dans le cours d'eau se sont dilués rapidement dans les heures qui ont suivi l'incident, et la fuite de lait n'aurait pas eu d'impact visible sur le milieu récepteur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Voir demandes du point 1

L'exploitant devra également transmettre le bordereau de suivi des déchets que constituent les eaux pompées par un prestataire dans le bassin sec.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Contrôle de l'étanchéité des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-III.B
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'étanchéité des réservoirs
Prescription contrôlée : B. Les réservoirs sont conçus de manière à pouvoir contrôler leur étanchéité à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.
Constats : Selon les dires de l'exploitant, la fuite de lait sur le cuvier serait dûe à une erreur de programmation d'un automate de la nouvelle zone de réception, ce qui n'a pas permis que l'opérateur soit alerté sur l'ouverture d'une vanne normalement fermée lors du dépotage de lait, et par conséquent sur l'absence d'étanchéité du tank. L'exploitant a précisé que l'installateur avait été très réactif pour identifier la cause du dysfonctionnement (erreur de programmation de l'automate dans ce cas précis) et corriger le programme de l'automatisme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra s'assurer que la gestion automatisée des vannes lors du dépotage de lait permette de valider leur fermeture et d'assurer l'étanchéité des tanks, et/ou d'être alerté immédiatement en cas de dysfonctionnement. Les justificatifs de modification du programme sont à fournir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Déclaration d'incident au sein d'une ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incident ICPE
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises

<p>à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé au signalement de l'incident auprès de l'inspection le mardi 24 mars 2026 vers 9h. Il a également procédé à la télédéclaration de l'incident le 24 mars 2026 à 16h40.</p> <p>Le rapport d'analyse des causes profondes est en cours de préparation, il devrait être déposé sur le site dédié dans le délai imparti.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre dans le délai imparti son rapport des causes de l'incident, sur le site de téléprocédure d'un incident au sein d'une ICPE. Il devra également transmettre le bordereau de suivi des eaux souillées pompées par le prestataire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Rétention de produits dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 - II - alinea 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention de produits dangereux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection constate la présence de 5 cuves d'approvisionnement de la NEP destinées au nettoyage des locaux et matériels, et qui sont implantées derrière le bâtiment Energies Sud / Atelier UF, conformément au projet présenté dans le dossier de porter-à-connaissance du 1er février 2024.</p> <p>Ces cuves contiennent entre autres des solutions basiques (soude) et acides. L'inspection constate que les cuves sont équipées à leur base d'une rétention commune à l'ensemble, avec muret, dalle en béton, et collecte des éventuelles pertes de produits dangereux vers le réseau des eaux usées industrielles. Cette rétention est en matériau étanche adapté aux produits à confiner, et d'une capacité volumique réglementaire, selon les propos de l'exploitant.</p> <p>Cependant, l'inspection constate que les produits stockés dans les cuves sont susceptibles de pouvoir se mélanger dans la rétention et de constituer un risque lié à leur incompatibilité "acide-base". L'exploitant présume que le risque serait minoré en raison de la dilution des produits stockés.</p>

Observation post-inspection :

L'exploitant a transmis par mail du 24 avril 2026 des justificatifs complémentaires : les cinq cuves destinées à approvisionner la NEP contiennent de l'eau neuve, de l'eau blanche et de l'eau récupérée, ainsi qu'une solution basique diluée et une solution acide diluée, destinées au nettoyage. Les cuves à solution acide et à solution basique sont munies d'une double paroi assurant la rétention des produits. En cas d'écoulement accidentel de ces solutions dans la rétention avec muret, l'exploitant précise que leur mélange ne présenterait pas de risque en raison de leur dilution à 2%. Les produits chimiques purs sont, quant à eux, stockés à part dans une zone disposant d'une rétention adaptée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra s'assurer de l'absence de risque lié au mélange potentiel des solutions présentes en cuves dans la rétention commune.

Type de suites proposées : Sans suite